

Réunion du 6 novembre 2024 sur l'Intelligence Artificielle : Artificielle, oui. Intelligence ?

Une réunion sur l'Intelligence Artificielle, IA, sous la présidence de Monsieur JULLIAN, Secrétaire Général Adjoint s'est tenue ce 6 novembre.

Cette réunion avait pour objectif de présenter ce qui se pratique au niveau de l'IA, comprenant plusieurs volets et de nombreux acteurs, ainsi que l'étude à mettre en place par l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique : INRIA. Cet institut doit étudier les répercussions de l'IA sur les métiers de contrôle, à l'aide d'un référentiel d'impact sur les organisations et les conditions de travail des agents.

FO Finances rappelle au préalable, être favorable aux évolutions technologiques permettant d'améliorer les conditions de travail des agents et le service rendu aux usagers. L'IA devrait permettre de recentrer l'activité humaine sur des tâches valorisantes, en évitant des tâches répétitives.

Le rapport de la Cour des Comptes publié en octobre 2024 pointe la mobilisation de ces outils à des fins de diminution des dépenses, via cinq projets sur les trente-cinq systèmes d'IA développés au sein du MEFSIN. L'IA aurait permis de réaliser plus de 20 M€ d'économies annuelles dès 2022, contre 46,6 M€ attendus, la trajectoire d'économies devant atteindre 60 M€ en 2024 sur ce périmètre.

Le recours à la data-science pour contribuer à la programmation du contrôle fiscal aurait par exemple permis de réduire le nombre d'emplois mobilisés

pour cette tâche et de vérifier le potentiel de ces outils en termes de contribution à la maîtrise des finances publiques.

FO Finances ne peut que s'étonner des chiffres et des arguments avancés dans ce rapport. Dans les faits, les agents se retrouvent à exploiter des fichiers toute la journée ou à traiter des contentieux, issus des erreurs de traitement automatisé. Pour **FO Finances**, ces utilisations biaisées aboutissent à une perte de sens du travail.

Depuis le printemps, le secrétariat général a mis en place une coordination, un COPIL pour que chacun soit au même niveau d'information dans le but de : mutualiser, monter en compétence, coordonner les réponses notamment vers les directions, mutualiser les initiatives et les efforts.

TaskForce ministérielle OlymPIA

Afin de faciliter ce traitement des données et leur mise en valeur, le Bercy Hub a créé NUBONYXIA. Produit du déploiement de la suite intégrée Onyxia de l'INSEE sur le cloud sécurisé Nubo de la DGFIP, la plateforme NUBONYXIA est adaptée au traitement des données sensibles. Cet outil est destiné à toutes les administrations de l'État, auxquelles il offre un environnement de développement collaboratif totalement sécurisé.

La task force cherche à répondre aux besoins des directions : mettre en place une base documentaire

interne grâce à un système de génération augmentée de récupération RAG avec synthèse documentaire interne.

Elle vise aussi une remise en place d'assistants conversationnels : RH, médiateur, informatique. Actuellement, le travail se focalise sur l'amélioration de l'architecture (reformulation des demandes par l'IA), une analyse de la pertinence des réponses et leur vérification par des utilisateurs experts.

Mise à jour de la charte ministérielle d'utilisation des outils numériques

La mise en œuvre de l'IA générative doit répondre aux mêmes exigences en termes de sécurité que tout projet numérique. Elle présente toutefois des risques complémentaires nouveaux par l'usage fait des données. Chaque projet IA est considéré comme sensible dès la phase test.

Le risque de sécurité s'applique aussi à l'hébergement adapté à la sensibilité des données traitées. Il est également nécessaire de sensibiliser les agents sur les risques liés à l'exportation des données sensibles lors de l'utilisation des IA grand public.

La charte ministérielle d'utilisation des outils numériques datant de 2018, sera révisée début 2025. Celle-ci permettra notamment de préciser et rappeler les bonnes pratiques :

- Diffuser les bonnes pratiques et restrictions d'usages des outils en ligne sur internet (de type ChatGPT) auprès des agents
- Eviter les fuites de données personnelles ou confidentielles

DINUM -Albert

La DINUM a lancé une expérimentation avec les Maisons France Service sur une base de connaissance issue de service-public.fr.

La DINUM vise à permettre un accès rapide à l'IA générative pour les développeurs, facilitant ainsi la phase d'exploration et d'expérimentation.

Étude d'impact de l'IA sur les métiers de contrôle

Cette étude est confiée à l'institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA). **FO Finances** se félicite qu'un institut de recherche public soit chargé de cette étude.

Elle vise à évaluer les effets qualitatifs de l'IA sur les métiers de l'enquête et du contrôle au sein des 3 directions concernées DGFIP, DGDDI et DGCCRF.

Les apports attendus par cette étude sont d'abord de partager une définition des différents types d'IA, puis de développer dans les prochaines années, une politique RH plus qualitative fondée sur une réflexion collective sur l'évolution des compétences et des métiers du MEFSIN.

FO Finances a souvent dénoncé l'absence de bilan de la mise en œuvre des logiciels. C'est déjà une première d'étudier les effets d'un SIA. L'administration a déjà déployé ces applications et elles ont des impacts négatifs sur les agents avec une perte de sens notamment sur le Ciblage de la fraude et valorisation des requêtes (CFVR).

L'étude a débuté par une phase initiale de documentation : analyse de l'existant en termes de données qualitatives et quantitatives.

Les applications choisies sont les suivantes :

- Pour la DGFIP, CFVR et Foncier Innovant,
- Pour la DGCCRF, Polygraphe et Réponse Conso,
- Pour la DGDDI, 3D Détection non intrusive et 3D LCF

La phase 2 comporte des entretiens semi-structurés afin d'explorer les perceptions personnelles approfondies et la vision prospective des participants sur l'IA.

Cela permettra d'identifier les besoins et les attentes des utilisateurs, d'avoir un retour d'expérience d'un panel d'agents : des utilisateurs, des informaticiens, des managers de proximité, un responsable RH par direction et un chef de projet numérique. Les



chacun pour tous avec

féderations siégeant au CSAM seront également interrogées.

Les chercheuses se rendront sur site une journée accompagnées d'un utilisateur, afin d'observer des comportements et des interactions liés à l'IA dans leur contexte naturel sans influencer le déroulement des activités.

Elles organiseront aussi des groupes de discussion pour recueillir les perceptions d'un groupe diversifié d'agents concernés, sur leur relation avec l'IA.

FO Finances se félicite que les chercheurs de l'INRIA se proposent de nous rencontrer pour échanger sur ces sujets complexes.

Par contre nous nous interrogeons sur le choix des agents utilisateurs.

Pour FO Finances, il est nécessaire d'accompagner le déploiement de l'IA, de garantir une mise en place n'ayant aucun impact sur l'aspect humain au sein du milieu professionnel qui pourrait prendre la forme d'une déqualification, d'un appauvrissement des tâches et des relations sociales. Les chercheuses ont parlé de la nécessité d'intégrer les agents et les représentants du personnel dans la construction, la conception et le déploiement des systèmes, demande récurrente de FO Finances.

Notre inquiétude, c'est que cette étude, un peu, comme cela s'est pratiqué ce qui s'est fait avec l'ANACT, ne soit pas vraiment suivie d'effets !



chacun pour tous avec